

Le PKK suspend le retrait de ses troupes de Turquie

mardi 10 septembre 2013, par [Jean Marcou](#)

Dans une déclaration reprise par l'agence de presse Fırat, le 9 septembre 2013, le PKK a annoncé qu'il suspendait le retrait de ses militants de Turquie. Après l'engagement de négociations entre les services turcs de renseignement et le leader de l'organisation rebelle, Abdullah Öcalan, à la fin de l'année 2012, et l'appel de ce dernier à un cessez-le-feu à l'occasion de la fête de Newroz, le 21 mars 2013, le retrait des forces combattantes du PKK (évaluées à environ 3000 hommes) avait constitué la première mesure concrète du processus, visant au règlement de la question kurde en Turquie. Il avait pourtant provoqué antérieurement de nombreuses polémiques, portant sur la nécessité de son encadrement règlementaire, sur les garanties qui seraient celles des militants du PKK, ou sur l'exigence du désarmement de ceux-ci avant qu'ils ne quittent la Turquie.... En dépit de ces incertitudes, les troupes de l'organisation rebelle avaient commencé leur repli, le 8 mai dernier, en direction de l'Irak du nord. Mais alors que certains observateurs kurdes ou turcs annonçaient, non sans optimisme, l'achèvement des opérations pour le début du mois de juillet ou tout au moins la fin de l'été, le processus s'est étioilé...

Il faut dire que, dès la fin du mois de mai, la question kurde en Turquie s'est fait raver l'avant-scène politique par la contestation de Gezi, puis en juillet-août, par les derniers développements de l'actualité régionale : renversement de Mohamed Morsi en Egypte, nouveaux rebondissements de la crise syrienne. Cet agenda national et international très chargé, auquel on doit aussi ajouter les débats autour d'une nouvelle constitution et la préparation des élections locales et présidentielles de l'année 2014, ont recouvert le processus de règlement de la question kurde d'une sorte de halo opaque, percé de temps à autre par des plaintes et des mises en garde, revendiquant une relance des négociations ou une accélération des réformes.

En réalité, les dirigeants kurdes et turcs ont eu une vision contrastée du retrait effectivement mené à bien. Fin juin, Recep Tayyip Erdoğan l'évaluait à 15 % du total des militants de l'organisation rebelle, tandis que Selahattin Demirtaş le co-leader du BDP affirmait, au même moment, que près de 80% des militants du PKK avaient quitté la Turquie. Cette évaluation en ordre dispersé a alimenté un désaccord sur la cause du retard pris par le processus de paix. D'un côté, les Kurdes ont lié la lenteur de l'évacuation de leurs militants à l'immobilisme du gouvernement turc en matière de réformes, alors même que ce dernier faisait savoir par ailleurs qu'il était exclu que les fameuses réformes commencent tant que le PKK n'avait pas fait place nette. D'autres événements sont également venus aviver les craintes d'une interruption du processus de règlement, en particulier le remaniement des instances dirigeantes du PKK et du KCK, qui a vu le retour et l'ascension de Cemal Bayık, une vieille connaissance, considérée comme un « dur » et surtout comme un « rival » d'Abdullah Öcalan...

Quoi qu'il en soit, dans sa déclaration du 9 septembre, le PKK n'a pas non plus signifié la fin du processus visant à résoudre la question kurde. Au contraire, l'interruption du retrait de ses militants y est plutôt présentée comme une suspension destinée à inciter le gouvernement turc à conduire les réformes nécessaires. De retour de Buenos Aires où il était allé soutenir la candidature d'Istanbul pour les Jeux Olympiques de 2020 au cours du week-end, Recep Tayyip Erdoğan ne s'est pas dit inquiet pour l'avenir du règlement de la question kurde. Tout en regrettant que le PKK et le BDP fassent des déclarations « contradictoires », il a affirmé que le « paquet démocratique » récemment examiné par le gouvernement,

pour accroître les libertés locales et reconnaître les identités distinctes en Turquie, serait mené jusqu'à son terme. Pour leur part, plusieurs responsables parlementaires du BDP ont confirmé que le processus de paix restait à l'ordre du jour et que la dernière déclaration du PKK était « une chance à saisir » pour relancer le règlement de la question kurde en Turquie.

Il est vrai que la situation stratégique régionale a sensiblement évolué au cours des dernières semaines. Tandis que la Turquie entretient toujours d'aussi bonnes relations avec la région kurde d'Irak du nord de Massoud Barzani, elle a noué des liens avec le PYD, l'organisation rebelle qui dans le nord de la Syrie, contrôle désormais la majorité des zones kurdes évacuées par le régime de Bachar el-Assad et qui n'est autre que la branche syrienne du PKK. Ahmed Davutoğlu a expliqué cette ouverture inattendue par la nouvelle approche de la question kurde que son gouvernement entend faire prévaloir dans son pays. Pour sa part, Saleh Muslim, le leader du PYD, plusieurs fois reçu en Turquie au cours de l'été, vient d'affirmer qu'il n'excluait de demander aux autorités turques de pouvoir ouvrir un bureau de son organisation à Ankara. La confiance entre les deux protagonistes reste pourtant mesurée. Les Kurdes syriens reprochent au gouvernement turc ses liens avec les éléments djihadistes de l'opposition syrienne qu'ils ont militairement affrontés ces dernières semaines. La Turquie souhaite avoir un droit de regard sur l'évolution de la situation dans le nord la Syrie et notamment contrôler l'éventuelle création par le PYD d'une région kurde autonome, comparable à celle qui existe déjà dans le nord de l'Irak.

Sources

[Le PKK suspend le retrait de ses troupes de Turquie](#)

OViPoT - Jean Marcou - mardi 10 septembre 2013